



# **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/42/863  
7 décembre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session  
Point 114 de l'ordre du jour

## **BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1986-1987**

### **Exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1986-1987**

#### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1986-1987 (A/C.5/42/40 et Add.1 à 16 et 18 à 36). Le Comité croit comprendre que le rapport ne traite que des aspects financiers et sera complété par un rapport sur l'exécution du programme qui sera présenté au Comité du programme et de la coordination à sa vingt-huitième session au Comité consultatif et à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session.
2. Comme indiqué au paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/40), en ce qui concerne les dépenses, le montant effectif net prévu pour l'exercice biennal 1986-1987 est de 1 289 681 800 dollars (1 586 766 600 dollars, montant brut). Ce montant est à rapprocher du montant net de 1 407 056 100 dollars (1 711 801 200 dollars, montant brut) approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/211 A du 11 décembre 1986. La diminution nette de 117 374 300 dollars résulte de la diminution du volume des dépenses de 125 034 600 dollars, assortie d'une baisse des prévisions de recettes de 7 660 300 dollars. Dans des conditions normales, ceci entraînerait une révision en baisse des ouvertures de crédits et des prévisions de recettes approuvées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/211 A et B.
3. Cependant, comme le Secrétaire général le souligne au paragraphe 1 de son rapport (A/C.5/42/40), en raison de la crise financière actuelle et de l'application des mesures d'économie qu'elle entraîne :

"Dans la mesure où l'on a géré les dépenses compte tenu des ressources effectivement disponibles, les économies indiquées dans le présent rapport sont plus illusoire que réelles et l'Organisation n'a rien qu'elle puisse

reverser aux Etats Membres. En conséquence, ce rapport présente le montant effectif des dépenses maintenant prévues pour l'exercice biennal, mais ne recommande aucun changement quant au niveau global des crédits ouverts et des prévisions de recettes."

4. Le Comité consultatif partage cette opinion qui est conforme aux recommandations contenues dans le rapport sur la crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies (A/40/1106 et Corr.1 et 2) qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa quarantième session. à l'alinéa d) du paragraphe 17 de ce rapport, le Comité consultatif avait notamment recommandé ce qui suit : "Les ouvertures de crédits pour 1986-1987 ne devraient pas être révisées et il ne faudrait pas que les économies attendues fassent retour aux Etats Membres." Au paragraphe 30 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 1/, le Comité consultatif a réaffirmé cette recommandation et déclaré que

"Cette position est fondée sur le principe que les reports décidés et/cu mesures temporaires prises du fait de la crise financière actuelle doivent l'être sans préjudice des décisions que prendront l'Assemblée générale et d'autres organes compétents à l'égard des programmes que l'Organisation a pour mandat d'exécuter."

5. Dans ces conditions, le Secrétaire général ne fait apparaître au tableau 1 de son rapport (A/C.5/42/40) aucune modification du niveau global des ouvertures de crédits et prévisions de recettes approuvées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/211 A et B, soit un montant net de 1 407 056 100 dollars (1 711 801 200 dollars, montant brut). Cependant, des virements de crédits entre certains chapitres du budget sont proposés. Des dépenses additionnelles d'un montant total de 313 100 dollars aux chapitres 5C (36 700 dollars), 16 (246 100 dollars) et 30 (30 300 dollars) seraient compensées par une réduction correspondante du même montant au chapitre 28. Selon le Secrétaire général, il s'agit de "transferts ... d'un chapitre à l'autre, dus à des raisons techniques" (A/C.5/42/40, par. 1).

6. Le Comité consultatif note que la diminution nette de 117 374 300 dollars prévue pour l'ensemble des dépenses (voir le paragraphe 2 ci-dessus) résulte des modifications résumées ci-après :

	<u>Augmentation/diminution</u> <u>(dollars)</u>
a) <u>Crédits ouverts</u>	
Inflation	868 100
Taux de change	29 482 100
Mesures d'économie	(158 567 600)
Décisions des organes directeurs	1 100 600
Autres changements	2 082 200
Total partiel	<u>(125 034 600)</u>

Augmentation/diminution  
(dollars)

b) Recettes

Les réductions prévues aux chapitres 1, 2 et 3 des recettes qui représentent un montant de 7 660 300 dollars sont expliquées individuellement dans les fascicules annexes (A/C.5/42/40/Add.34 à 36). Les explications ne sont pas directement rapprochables des principaux facteurs utilisés pour expliquer les changements concernant les crédits ouverts.

(7 660 300)

Total

(117 374 300)

L'annexe I du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/40) contient une analyse par grands facteurs déterminants pour chacun des chapitres des dépenses et pour les principaux lieux d'affectation. L'annexe II retrace les changements par chapitre des dépenses et par principal objet de dépense. Des explications supplémentaires de ces changements sont données dans les fascicules annexes (A/C.5/42/40/Add.1 à 16 et 18 à 33).

7. Les prévisions de dépenses additionnelles attribuables aux taux de change (29 482 100 dollars) et à l'inflation (868 100 dollars) représentent des montants nets résultant des augmentations et des diminutions nécessaires pour divers objets de dépense et différents lieux d'affectation. Le tableau subsidiaire 1 du rapport du Secrétaire général établit une comparaison entre les taux de change et les taux annuels moyens d'inflation utilisés dans le rapport (pour les objets de dépense autres que les dépenses de personnel) et ceux qui avaient été retenus comme hypothèses dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 (A/C.5/41/40). Le tableau subsidiaire 2 donne des renseignements plus complets sur les taux de change. Le tableau subsidiaire 3 porte sur les taux de change et d'inflation applicables aux dépenses de personnel de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures et illustre leur effet sur les indices des ajustements. Le tableau subsidiaire 4 porte sur l'effet des taux d'inflation sur les traitements des agents des services généraux (en monnaie locale).

8. Les dépenses additionnelles imputables aux décisions d'organes directeurs sont estimées à 1 100 600 dollars et sont récapitulées à l'annexe III du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/40).

9. L'augmentation prévue d'un montant de 2 082 200 dollars à la rubrique Autres changements est la différence nette entre les prévisions de dépenses additionnelles correspondant à certains chapitres du budget et les diminutions correspondant à d'autres. Les prévisions révisées sont récapitulées à l'annexe I du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/40) et expliquées dans les fascicules annexes (A/C.5/42/40/Add.1 à 16 et 18 à 33). Parmi ces autres changements figure la

/...

proposition du Secrétaire général de virer à un compte "Travaux de construction" un solde non dépensé de 258 800 dollars des crédits ouverts au chapitre 32 pour les gros travaux d'entretien à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir A/C.5/42/40/Add.32, par. 32.2 à 32.6 et 32.13). Selon le Secrétaire général, cette opération doit permettre de "couvrir le coût d'un projet de construction modulaire antisismique visant à reconstruire ailleurs les bureaux endommagés de la CEPALC au lieu du projet visant à 'restaurer' les locaux situés sous le bâtiment circulaire dans le cadre des gros travaux d'entretien, qui n'est plus possible ni souhaitable pour des raisons techniques. Tout solde inutilisé de ce compte à la fin de l'exercice biennal serait reporté sur l'exercice suivant" (*ibid.*, par. 32.6). Le Comité consultatif a déjà approuvé cette proposition que le Secrétaire général avait, une première fois, formulée dans un autre document présenté au Comité consultatif.

10. A la demande du Comité consultatif, les représentants du Secrétaire général ont donné l'état ci-après décomposant par objet de dépense les économies de 158 567 600 dollars prévues à la suite des mesures d'économie :

	<u>Dollars</u>
Traitements et dépenses communes de personnel	52 771 300
Consultants	3 424 600
Autres dépenses de personnel (heures supplémentaires, personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires), personnel temporaire pour les réunions, etc.)	25 247 100
Frais de voyage et indemnités de subsistance	11 619 500
Services contractuels	719 800
Travaux contractuels d'imprimerie	3 201 500
Frais généraux de fonctionnement	8 476 300
Fournitures et accessoires	5 042 200
Mobilier et matériel	9 659 500
Travaux de construction	24 984 900
Divers	2 141 700
Contributions du personnel	11 279 200
<b>Total</b>	<u><u>158 567 600</u></u>

11. Sur ce point, le Comité note la déclaration ci-après faite par le Secrétaire général au paragraphe 2 de son rapport :

"Etant donné les incidences multiples des fluctuations des taux de change, des différences de taux d'inflation, des décisions d'organes directeurs et d'autres changements, il est difficile de faire exactement le départ entre les résultats des seules mesures d'économie et celui des autres changements. En conséquence, les réductions qui, pour les différents chapitres et programmes, sont indiquées comme étant dues aux mesures d'économie doivent être considérées comme des chiffres indicatifs plutôt que définitifs."

12. Pour le Comité consultatif, cette déclaration signifie que les économies prévues englobent à la fois les économies qui sont directement et uniquement attribuables aux mesures d'économie et "d'autres économies" difficilement

/...

chiffrables qui ne sont pas strictement ni uniquement liées aux mesures d'économie (comme des insuffisances dans l'exécution des programmes ou l'inexécution de certains programmes). On peut donc dire que le montant de ces "autres économies" devrait être reversé aux Etats Membres. Cependant, le Comité souligne que, malgré les dépenses additionnelles prévues en raison de l'évolution des taux de change et d'inflation, de décisions d'organes directeurs et d'autres changements et malgré les réductions des recettes prévues, le Secrétaire général ne propose aucune modification du montant actuel des crédits ouverts. On peut en conclure que le Secrétaire général a employé ces "autres économies" pour compenser les dépenses additionnelles mentionnées précédemment.

13. Etant donné le montant effectif des dépenses prévues par le Secrétaire général, si le niveau global des ouvertures de crédits que l'Assemblée générale a approuvées pour 1986-1987 dans sa résolution 41/211 A est maintenu, il y aura un solde non engagé des crédits ouverts et probablement, ultérieurement, un solde élevé d'engagements non réglés. A ce propos, le Comité consultatif a, dans son rapport oral sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, recommandé que les articles 4.3, 4.4 et 5.2 d) du règlement financier ne soient pas appliqués aux excédents que le budget ordinaire ferait apparaître à la clôture de l'exercice biennal 1986-1987. Comme indiqué dans ce rapport, au cas où ultérieurement la situation en ce qui concerne les contributions mises en recouvrement et non acquittées viendrait à s'améliorer, l'Assemblée générale pourrait, le moment venu, décider de l'utilisation de l'intégralité ou d'une partie des montants non liquidés.

14. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale, compte tenu des observations et recommandations que le Comité a formulées aux paragraphes 4, 9, 12 et 13 ci-dessus, ne modifie pas le montant global des ouvertures de crédits et des prévisions de recettes qu'elle a approuvées dans ses résolutions 41/211 A et B et approuve les virements de crédits d'un chapitre à l'autre du budget-programme de l'exercice biennal 1986-1987 indiqués au tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/40).

#### Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/42/7).

-----